

MÉMORIAL

DU

Grand-Duché de Luxembourg.



Memorial

DES

Großherzogthums Luxemburg.

Samedi, 20 mai 1899.

M 23.

Samstag, 20. Mai 1899.

Arrêté grand-ducal du 17 mai 1899, portant publication de la convention de droit international privé, signée à La Haye le 14 novembre 1896, et du protocole additionnel du 22 mai suivant.

Nous ADOLPHE, par la grâce de Dieu, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau, etc., etc., etc. ;

Vu la convention conclue à La Haye le 14 novembre 1896, ensemble le protocole additionnel y relatif du 22 mai 1897, réglant, dans plusieurs matières de droit international privé, les rapports entre le Luxembourg, l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, la Belgique, le Danemark, l'Espagne, la France, l'Italie, les Pays-Bas, le Portugal, la Roumanie, la Russie, la Suède et la Norvège, et la Suisse ;

Vu la loi du 20 septembre 1897, qui autorise le Gouvernement à ratifier et à publier la convention du 14 novembre 1896, avec le protocole additionnel y relatif du 22 mai suivant ;

Vu le procès-verbal du dépôt des ratifications, qui a été signé à La Haye le 27 avril 1899 ;

Sur le rapport de Notre Ministre d'État, président du Gouvernement, et après délibération du Gouvernement en conseil ;

Avons arrêté et arrêtons :

Art. 1^{er}. La convention prémentionnée du 14 novembre 1896 et le protocole additionnel y

Großh. Beschluß vom 17. Mai 1899, betreffend die Veröffentlichung des im Haag am 14. November 1896 unterzeichneten Uebereinkommens über das internationale Privatrecht, sowie des Zusatz-Protokolles vom 22. Mai 1897.

Wir **Adolph**, von Gottes Gnaden, Großherzog von Luxemburg, Herzog von Nassau, etc., etc., etc. ;

Nach Einsicht des im Haag am 14. November 1896 unterzeichneten Uebereinkommens, sowie des dazu gehörenden Zusatz-Protokolles vom 22. Mai 1897, wodurch die Beziehungen zwischen Luxemburg, Deutschland, Oesterreich-Ungarn, Belgien, Dänemark, Spanien, Frankreich, Italien, den Niederlanden, Portugal, Rumänien, Rußland, Schweden und Norwegen, und der Schweiz, in mehreren Punkten des internationalen Privatrechtes geregelt werden ;

Nach Einsicht des Gesetzes vom 20. September 1897, wodurch die Regierung ermächtigt wird, das Uebereinkommen vom 14. November 1896 sowie das Zusatz-Protokoll vom 22. Mai 1897 zu genehmigen und zu veröffentlichen ;

Nach Einsicht des im Haag am 27. April 1899 unterzeichneten Protokolles über die Niederlegung der Ratifikationen ;

Auf den Bericht Unseres Staatsministers, Präsidenten der Regierung, und nach Berathung der Regierung im Conseil ;

Haben beschlossen und beschließen :

Art. 1. Das oben erwähnte Uebereinkommen vom 14. November 1896, nebst Zusatz-Protokoll

relatif du 22 mai 1897 seront publiés au *Mémorial*, pour être exécutés et observés dans le Grand-Duché à partir du 25 mai 1899.

Art. 2. Notre Ministre d'État, président du Gouvernement, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Munich, le 17 mai 1899.

*Le Ministre d'État, Président
du Gouvernement,*
EYSCHEN.

ADOLPHE.

vom 22. Mai 1897, soll im „Memorial“ veröffentlicht werden, um im Großherzogthum vom 25. Mai 1899 ab ausgeführt und befolgt zu werden.

Art. 2. Unser Staatsminister, Präsident der Regierung, ist mit der Ausführung dieses Beschlusses beauftragt.

München, den 17. Mai 1899.

*Der Staatsminister, Präsident
der Regierung,*
E y s c h e n.

Adolph.

CONVENTION.

Sa Majesté le Roi des Belges ; Sa Majesté le Roi d'Espagne, et en Son Nom Sa Majesté la Reine-Régente du Royaume ; le Président de la République Française ; Sa Majesté le Roi d'Italie ; Son Altesse Royale le Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau ; Sa Majesté la Reine des Pays-Bas, et en Son Nom Sa Majesté la Reine-Régente du Royaume ; Sa Majesté le Roi de Portugal et des Algarves, etc., etc., et le Conseil Fédéral Suisse, désirant établir des règles communes concernant plusieurs matières de droit international privé se rapportant à la procédure civile, ont résolu de conclure un traité à cet effet et ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

Sa Majesté le Roi des Belges : Le comte de *Grelle-Rogier*, Son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près la Cour Royale des Pays-Bas ;

Sa Majesté le Roi d'Espagne, et en Son nom Sa Majesté la Reine-Régente du Royaume : M. *Arturo de Baguer*, Son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près la Cour Royale des Pays-Bas ;

Le Président de la République Française : Le comte de *Séguir d'Aguesseau*, chargé d'affaires de France à la Haye, et M. *Louis Renault*, professeur de droit des gens à l'Université de Paris, jurisconsulte-conseil au département des affaires étrangères ;

Sa Majesté le Roi d'Italie : Le marquis *Paul de Gregorio*, Son chargé d'affaires à la Haye ; Son Altesse Royale le Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau : Le comte de *Villers*, Son chargé d'affaires à Berlin ;

Sa Majesté la Reine-Régente du Royaume des Pays-Bas : MM. *Jonkeer J. Röel*, Ministre des affaires étrangères, *W. van der Kaay*, Ministre de la justice, et *T.-M.-C. Asser*, membre du Conseil d'État, président des conférences de droit international privé qui ont eu lieu à La Haye dans les années 1893 et 1894 ;

Sa Majesté le Roi de Portugal et des Algarves, etc. : Le comte de *Sélor*, Son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près la Cour Royale des Pays-Bas ;

Et le Conseil Fédéral Suisse : M. *Ferdinand Koch*, consul général de la Confédération Suisse à Rotterdam,

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

A. Communication d'actes judiciaires ou extrajudiciaires.

Art. 1^{er}. — En matière civile ou commerciale, les significations d'actes à destination de l'étranger se feront, dans les États contractants, sur la demande des officiers du ministère public ou des tribunaux d'un de ces États, adressée à l'autorité compétente d'un autre de ces États.

La transmission se fera par la voie diplomatique, à moins que la communication directe ne soit admise entre les autorités des deux États.

Art. 2. — La signification sera faite par les soins de l'autorité requise. Elle ne pourra être refusée que si l'État sur le territoire duquel elle devrait être faite, la juge de nature à porter atteinte à sa souveraineté ou à sa sécurité.

Art. 3. — Pour faire preuve de la signification, il suffira d'un récépissé daté et légalisé ou d'une attestation de l'autorité requise, constatant le fait et la date de la signification.

Le récépissé ou l'attestation sera transcrit sur l'un des doubles de l'acte à signifier ou annexé à ce double, qui aurait été transmis dans ce but.

Art. 4. — Les dispositions des articles qui précèdent ne s'opposent pas :

1° A la faculté d'adresser directement, par la voie de la poste, des actes aux intéressés se trouvant à l'étranger ;

2° A la faculté pour les intéressés de faire faire des significations directement par les soins des officiers ministériels ou des fonctionnaires compétents du pays de destination ;

3° A la faculté pour chaque État de faire faire, par les soins de ses agents diplomatiques ou consulaires, les significations destinées à l'étranger.

Dans chacun de ces cas, la faculté prévue n'existe que si les lois des États intéressés ou les conventions intervenues entre eux l'admettent.

B. Commissions rogatoires.

Art. 5. — En matière civile ou commerciale, l'autorité judiciaire d'un État contractant pourra, conformément aux dispositions de sa législation, s'adresser par commission rogatoire à l'autorité compétente d'un autre État contractant pour lui demander de faire, dans son ressort, soit un acte d'instruction, soit d'autres actes judiciaires.

Art. 6. — La transmission des commissions rogatoires se fera par la voie diplomatique, à moins que la communication directe ne soit admise entre les autorités des deux États.

Si la commission rogatoire n'est pas rédigée dans la langue de l'autorité requise, elle devra, sauf entente contraire, être accompagnée d'une traduction faite dans la langue convenue entre les deux États intéressés et certifiée conforme.

Art. 7. — L'autorité judiciaire à laquelle la commission est adressée sera obligée d'y satisfaire. Toutefois elle pourra se refuser à y donner suite :

1° Si l'authenticité du document n'est pas établie ;

2° Si, dans l'État requis, l'exécution de la commission rogatoire ne rentre pas dans les attributions du pouvoir judiciaire.

En outre, cette exécution pourra être refusée, si l'État sur le territoire duquel elle devrait avoir lieu, la juge de nature à porter atteinte à sa souveraineté ou à sa sécurité.

Art. 8. — En cas d'incompétence de l'autorité requise, la commission rogatoire sera transmise d'office à l'autorité judiciaire compétente du même État, suivant les règles établies par la législation de celui-ci.

Art. 9. — Dans tous les cas où la commission rogatoire n'est pas exécutée par l'autorité requise, celle-ci en informera immédiatement l'autorité requérante, en indiquant, dans les cas de l'art. 7, les raisons pour lesquelles l'exécution de la commission rogatoire a été refusée et, dans le cas de l'art. 8, l'autorité à laquelle la commission est transmise.

Art. 10. — L'autorité judiciaire qui procède à l'exécution d'une commission rogatoire appliquera les lois de son pays en ce qui concerne les formes à suivre.

Toutefois, il sera déféré à la demande de l'autorité requérante, tendant à ce qu'il soit procédé suivant une forme spéciale, même non prévue par la législation de l'État requis, pourvu que la forme dont il s'agit ne soit pas prohibée par cette législation.

C. Caution judicatum solvi.

Art. 11. — Aucune caution ni dépôt, sous quelque dénomination que ce soit, ne peut être imposée, à raison soit de leur qualité d'étrangers, soit du défaut de domicile ou de résidence dans le pays, aux nationaux d'un des États contractants ayant leur domicile dans l'un de ces États, qui seront demandeurs ou intervenants devant les tribunaux d'un autre de ces États.

Art. 12. — Les condamnations aux frais et dépens du procès, prononcées dans un des États contractants contre le demandeur ou l'intervenant dispensés de la caution ou du dépôt, en vertu soit de l'art. 11, soit de la loi de l'État où l'action est intentée, seront rendues exécutoires dans chacun des autres États contractants par l'autorité compétente, d'après la loi du pays.

Art. 13. — L'autorité compétente se bornera à examiner :

1° Si, d'après la loi du pays où la condamnation a été prononcée, l'expédition de la décision réunit les conditions nécessaires à son authenticité ;

2° Si, d'après la même loi, la décision est passée en force de chose jugée.

D. Assistance judiciaire gratuite.

Art. 14. — Les ressortissants de chacun des États contractants seront admis dans tous les autres États contractants au bénéfice de l'assistance judiciaire gratuite, comme les nationaux eux-mêmes, en se conformant à la législation de l'État où l'assistance judiciaire gratuite est réclamée.

Art. 15. — Dans tous les cas, le certificat ou la déclaration d'indigence doit être délivré ou reçu par les autorités de la résidence habituelle de l'étranger, ou, à défaut de celle-ci, par les autorités de sa résidence actuelle.

Si le requérant ne réside pas dans le pays où la demande est formée, le certificat ou la déclaration d'indigence sera légalisé gratuitement par un agent diplomatique ou consulaire du pays où le document doit être produit.

Art. 16. — L'autorité compétente pour délivrer le certificat ou recevoir la déclaration d'indigence pourra prendre des renseignements sur la situation de fortune du requérant auprès des autorités des autres États contractants.

L'autorité chargée de statuer sur la demande d'assistance judiciaire gratuite conserve, dans les limites de ses attributions, le droit de contrôler les certificats, déclarations et renseignements qui lui sont fournis.

E. Contrainte par corps.

Art. 47. — La contrainte par corps, soit comme moyen d'exécution, soit comme mesure simplement conservatoire, ne pourra pas, en matière civile ou commerciale, être appliquée aux étrangers appartenant à un des États contractants dans les cas où elle ne serait pas applicable aux ressortissants du pays

Dispositions finales. — I. La présente convention sera ratifiée. Les ratifications en seront déposées à La Haye le plus tôt possible.

II. Elle aura une durée de cinq ans à partir de la date du dépôt des ratifications.

III. Elle sera renouvelée tacitement de cinq ans en cinq ans, sauf dénonciation dans un délai de six mois avant l'expiration de ce terme par l'une des Hautes Parties contractantes.

La dénonciation ne produira son effet qu'à l'égard du ou des pays qui l'auraient notifiée. La convention restera exécutoire pour les autres États.

IV. Le protocole d'adhésion à la présente convention pour les Puissances qui ont pris part à la conférence de La Haye de juin-juillet 1894, restera ouvert jusqu'au 1^{er} janvier 1898.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention et l'ont revêtue de leurs sceaux.

Fait à La Haye, le 14 novembre 1896, en un seul exemplaire, qui restera déposé dans les archives du Gouvernement des Pays-Bas et dont des copies, certifiées conformes, seront remises par la voie diplomatique aux États signataires ou adhérents.

(L. S.) *Signé* : Comte DE GRELLE-ROGIER.

(L. S.) *Signé* : P. DE GREGORIO.

(L. S.) *Signés* : SÉCUR D'AGERSSEAU,

(L. S.) *Signés* : J. RÔEL,

L. RENAULT.

VAN DER KAAY,

(L. S.) *Signé* : Comte DE VILLERS.

T.-M.-G. ASSER.

(L. S.) *Signé* : Comte DE SÉLIR.

(L. S.) *Signé* : F. KOCH.

(L. S.) *Signé* : ARTERO DE BAGUER.

Protocole d'adhésion.

Pour la Suède et la Norvège : *Signé* : AUG. GYLDENSTOLPE, le 1^{er} février 1897.

Pour l'Empire d'Allemagne : *Signé* : BRINCKEN, le 9 novembre 1897.

Pour la Monarchie Austro-Hongroise : *Signé* : OKOLICSANYI, le 9 novembre 1897.

Pour le Danemark : *Signé* : C.-M. VIRULY, le 18 décembre 1897.

Pour la Roumanie : *Signé* : G. BENGESCO, le 19/31 décembre 1897.

Pour la Russie : *Signé* : AXEL DE BERENDS, le 19/31 décembre 1897.

Protocole additionnel.

Les Gouvernements de Luxembourg, de Belgique, d'Espagne, de France, d'Italie, des Pays-Bas, de Portugal, de Suisse, États signataires de la convention de droit international privé du 14 novembre 1896, et de Suède et de Norvège, États adhérents à cette convention,

ayant jugé opportun de compléter ladite convention, les soussignés, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes:

ad *Art. 11.* — Il est bien entendu que les nationaux d'un des États contractants, qui aurait conclu avec un autre de ces États une convention spéciale d'après laquelle la condition de domicile, contenue dans l'art. 11, ne serait pas requise, seront, dans les cas prévus par cette convention spéciale, dispensés, dans l'État avec lequel elle a été conclue, de la caution et du dépôt mentionnés à l'art. 11, même s'ils n'ont pas leur domicile dans un des États contractants.

ad *Art. I et II des dispositions finales.* — Le dépôt des ratifications pourra avoir lieu dès que la majorité des Hautes Parties contractantes sera en mesure de le faire, et il en sera dressé un procès-verbal dont une copie, certifiée conforme, sera remise par la voie diplomatique à tous les États contractants.

La présente convention entrera en vigueur quatre semaines après la date dudit procès-verbal.

Le terme de cinq ans visé à l'art. 2 commencera à courir de cette date, même pour les puissances qui auront fait le dépôt après cette date.

ad *Art. III des dispositions finales.* — Les mots «sauf dénonciation dans un délai de six mois avant l'expiration», etc., seront entendus dans ce sens, que la dénonciation doit avoir lieu au moins six mois avant l'expiration.

Le présent protocole additionnel fera partie intégrante de la convention et sera ratifié en même temps que celle-ci.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent protocole additionnel et l'ont revêtu de leurs sceaux.

Fait à La Haye, le 22 mai 1897, en un seul exemplaire, qui restera déposé dans les archives du Gouvernement des Pays-Bas et dont des copies, certifiées conformes, seront remises par la voie diplomatique aux États signataires ou adhérents.

Pour le Luxembourg : (L. S.) *Signé*: Comte DE VILLERS.

Pour la Belgique : (L. S.) *Signé*: Comte DE GRELLE-ROGIER.

Pour l'Espagne : (L. S.) *Signé*: ARTURO DE BAGEER.

Pour la France : (L. S.) *Signé*: SÉGUR D'AGUESSEAU.

Pour l'Italie : (L. S.) *Signé*: P. DE GREGORIO.

Pour les Pays-Bas : (L. S.) *Signés*: J. RÖEL, VAN DER KAAJ, T.-M.-G. ASSER.

Pour le Portugal : (L. S.) *Signé*: Comte DE SELIR.

Pour la Suède et la Norvège : (L. S.) *Signé*: AUG.-F. GYLDENSTOLPE.

Pour la Suisse : (L. S.) *Signé*: F. KOCH.

Protocole d'adhésion.

Pour l'Empire d'Allemagne : *Signé*: BRINCKEN, le 9 novembre 1897.

Pour la Monarchie Austro-Hongroise : *Signé*: OKOLICSANYI, le 9 novembre 1897.

Pour le Danemark : *Signé*: C.-M. VIRULY, le 18 décembre 1897.

Pour la Roumanie : *Signé*: G. BENGESCO, le 19/31 décembre 1897.

Pour la Russie : *Signé*: AXEL DE BERENDS, le 19/31 décembre 1897.

Ratifications.

La convention et le protocole additionnel ont été ratifiés par les Puissances contractantes, et les instruments de ratification ont été déposés à La Haye, au Ministère des affaires étrangères, le 27 avril 1899, sauf celui de l'Autriche-Hongrie, dont le dépôt a eu lieu le 1^{er} mai 1899.

Arrêté du 10 mai 1899, portant reconnaissance légale et approbation des statuts de la Caisse de secours mutuels des sapeurs pompiers de la ville de Luxembourg.

LE MINISTRE D'ÉTAT, PRÉSIDENT
DU GOUVERNEMENT,

Vu la demande en reconnaissance légale présentée par la société de secours mutuels des sapeurs-pompiers de la ville de Luxembourg, ensemble les statuts de cette société ;

Vu l'avis émis le 29 mars 1899 par l'administration communale de Luxembourg ;

Vu l'avis de la Commission supérieure d'encouragement des sociétés de secours mutuels en date du 5 mai 1899 ;

Vu la loi du 11 juillet 1891 et l'arrêté grand-ducal du 22 du même mois ;

Attendu que les statuts de ladite société sont en concordance avec les dispositions des lois et règlements ;

Attendu que les recettes assurées de la même société paraissent suffisantes pour faire face à ses dépenses obligatoires ;

Arrête :

Art. 1^{er}. La société de secours mutuels des sapeurs-pompiers de la ville de Luxembourg est légalement reconnue et ses statuts sont approuvés.

Art. 2. Le présent arrêté, avec les statuts y annexés, sera publié au *Mémorial*.

Luxembourg, le 10 mai 1899.

Le Ministre d'État, Président
du Gouvernement,
EYSCHEN.

Beschluß vom 10. Mai 1899, die gesetzliche Anerkennung und die Genehmigung der Statuten der Hilfskasse des Feuerwehrkorps der Stadt Luxemburg betreffend.

Der Staatsminister, Präsident
der Regierung;

Nach Einsicht des Gesuches der Hilfskasse des Feuerwehrkorps der Stadt Luxemburg, wegen gesetzlicher Anerkennung sowie Genehmigung des Statuts dieses Unterstützungsvereins ;

Nach Einsicht des Gutachtens der Gemeindeverwaltung der Stadt Luxemburg, vom 29. März 1899 ;

Nach Einsicht des Gutachtens der höheren Commission zur Förderung der auf Gegenseitigkeit beruhenden Hilfskassen, vom 5. Mai 1899 ;

Nach Einsicht des Gesetzes vom 11. Juli 1891 und des Großh. Beschlusses vom 22. desj. Mts. ;

In Anbetracht, daß das Statut genannten Vereins mit den Bestimmungen der Gesetze und Reglemente in Einklang steht ;

In Anbetracht, daß die gesicherten Einkünfte der Gesellschaft zur Bestreitung der ordnungsmäßigen Ausgaben derselben hinreichend erscheinen ;

Beschließt :

Art. 1. Der Unterstützungsverein „Hilfskasse des Feuerwehrkorps der Stadt Luxemburg“ wird hiermit gesetzlich anerkannt und ist dessen Statut genehmigt.

Art. 2. Dieser Beschluß nebst dem dazu gehörigen Statut soll im „Memorial“ veröffentlicht werden.

Luxemburg, den 10. Mai 1899.

Der Staatsminister, Präsident
der Regierung,
Eyschen.

Statuten der Hilfskasse des Feuerwehrcorps der Stadt Luxemburg.

KAPITEL I. — *Bildung und Zweck der Gesellschaft.*

Art. 1. Vom 1. Januar 1899 ab ist zu Luxemburg unter der Benennung « Hilfskasse des Feuerwehrcorps der Stadt Luxemburg » eine auf Gegenseitigkeit beruhende Hilfskasse errichtet worden.

Die Hilfskasse befindet sich unter der Oberaufsicht des Schöffenkollegiums.

Sie hat zum Zweck :

1. Ihren kranken oder *ausser* einem kommandirten Feuerwehrdienste verwundeten Mitgliedern ärztliche Behandlung und die vom Arzte vorgeschriebenen Arzneien zu verschaffen.

2. Ihren Mitgliedern während der hierdurch entstandenen Arbeits-Unfähigkeit eine zeitweilige Entschädigung zu gewähren.

(Gegen körperliche Unfälle aller Art, welche den wirklichen Mitgliedern bei Ausübung eines *kommandirten* Feuerwehrdienstes zustossen, sei es auf dem Gebiete der Stadt, sei es auf dem Gebiete einer andern Gemeinde, wohin sie bei Ausbruch einer Feuersbrunst hinbeordert wurden, sind dieselben von der Stadtverwaltung bei einer Unfallversicherungs-Gesellschaft versichert.)

KAPITEL II. — *Zusammensetzung der Hilfskasse.*

Art. 2. Die Hilfskasse besteht aus wirklichen und Ehrenmitgliedern.

Art. 3. Wirkliche Mitglieder sind die aktiven Feuerwehrmänner der Stadt, deren Namen im Hauptregister verzeichnet sind und an den Vortheilen der Gesellschaft theilnehmen.

Art. 4. Ehrenmitglieder sind diejenigen, welche durch ihre Wohlthaten und ihre Baarzeichnungen zum Gedeihen der Gesellschaft beitragen, ohne an deren Unterstützungen Theil zu haben. Sie sind berechtigt, den Sitzungen beizuwohnen mit Stimm- und Wahlberechtigung.

KAPITEL III. — *Aufnahme- und Ausschlussbedingungen.*

Art. 5. Die Aufnahme der wirklichen Mitglieder erfolgt gemäss Art. 6 und 7 des Reglementes der Stadt vom 27. November 1897 über die Hülfeleistung bei Feuersbrünsten.

Art. 6 des Reglementes lautet wie folgt :

Die Commandanten und Unter-Commandanten werden vom dem Schöffenkollegium ernannt.

Die übrigen Mitglieder der Sectionen werden von dem Vorstand der betreffenden Section vor der Aufnahme dem Bürgermeister oder dessen Stellvertreter vorgeschlagen und bedürfen dessen Bestätigung.

Art. 7 des Reglementes lautet wie folgt :

In die städtische Feuerwehr können nur diejenigen aufgenommen werden, welche :

1. Die luxemburgische Nationalität besitzen ;
2. Auf dem Gebiete der Gemeinde ihren Wohnsitz haben und zwar in der Section, in welche die Aufnahme gewünscht wird ;
3. Körperlich vollkommen gesund sind ;
4. Einen unbescholtenen Lebenswandel geführt haben ; als Beweis hierfür ist ein Auszug aus dem Strafregister vorzulegen ;
5. Wenigstens das 18. Lebensjahr zurückgelegt haben ; junge Leute unter 21 Jahren haben jedoch vor der Aufnahme die schriftliche Genehmigung des Vaters oder Vormundes einzureichen.

Art. 6. Die Zahl der wirklichen Mitglieder ist auf hundert fünfzig Mann begrenzt.

Art. 7. Die Ehrenmitglieder werden durch den Verwaltungsrath, ohne Rücksicht auf Alter oder Wohnsitz aufgenommen.

Art. 8. Von Rechtswegen ausgeschlossen sind diejenigen Mitglieder, die *a)* nicht mehr auf dem Gebiete der Stadt ihren Wohnsitz haben ; *b)* das Corps freiwillig verlassen haben oder *c)* aus demselben ausgeschlossen wurden.

Art. 9. Die Entlassung, die Streichung und der Ausschluss aus dem Corps ziehen den Verlust aller Vortheile der Gesellschaft nach sich.

KAPITEL IV. — *Verwaltung ; Arzt und Apotheke.*

Art. 10. Die Gesellschaft wird verwaltet durch einen Verwaltungsrath, welcher besteht :

- a)* aus einem Präsidenten (Bürgermeister oder dessen Delegirten) ;
- b)* einem Vice-Präsidenten ;
- c)* einem Schriftführer ;
- d)* einem Kassirer und
- e)* aus acht Verwaltungs-Commissaren.

Die Mitglieder des Verwaltungsrathes üben ihr Amt unentgeltlich aus. Dieselben werden durch die General-Versammlung in geheimer Abstimmung und mit absoluter Stimmenmehrheit in der Zusammenkunft ernannt, welche durch Art. 21 für die Rechnungsablage anberaumt ist. Sie werden unter den wirklichen oder den Ehrenmitgliedern erwählt.

Art. 11. Die Neuwahl der Mitglieder des Verwaltungsrathes findet jedes Jahr zur Hälfte statt. Austretende Mitglieder sind wieder wählbar.

Art. 12. Ausgeschiedene oder verstorbene Vorstandsmitglieder werden innerhalb dreissig Tagen ersetzt.

Art. 13. Der Vorsitzende überwacht und sichert die Ausführung der Statuten. Er handhabt die Polizei in den Versammlungen, er unterzeichnet alle Urkunden, Be-

schlüsse und Berathungen und vertritt die Gesellschaft in ihrem Verkehr mit den öffentlichen Behörden. Er ordnet die Zusammenkünfte des Verwaltungsrathes und die Einberufung der General-Versammlungen an.

Art. 14. Der Vicepräsident vertritt nöthigenfalls den Präsidenten, welcher ihm alle seine Befugnisse übertragen kann; er leistet dem Präsidenten Beistand in allen seinen Amtsausübungen.

Art. 15. Der Schriftführer ist betraut mit der Abfassung der Sitzungsberichte, mit der Correspondenz, den Einberufungen und der Aufbewahrung des Archivs. Er führt das Mitglieder-Register und legt dem Verwaltungsrath die Aufnahmeersuche vor, alles unter Aufsicht des Präsidenten.

Art. 16. Der Kassirer besorgt die Einnahmen und Auszahlungen und trägt sie in ein durch den Präsidenten paraphirtes Kassenbuch ein. In jeder General-Versammlung legt er Rechnung über die Finanzlage ab. Er haftet für die Gelder, die sich in der Kasse befinden. Er bezahlt auf Sicht von Anweisungen, welche vom Vorsitzenden und dem hierzu delegirten Mitglied des Verwaltungsrathes visirt sein müssen. Er bewerkstelligt die Aulage und Erhebung der Gelder bei der Sparkasse, den Ankauf von Rententiteln und deren Hinterlegung bei der Generalkasse, sowie gegen Nominativbescheinigung auf den Namen der Gesellschaft, auf Grund einer vom Präsidenten des Verwaltungsrathes unterzeichneten Anweisung, worin die gesetzmässig zu hinterlegende Summe angegeben ist.

Art. 17. Die Verwaltungs-Commissare haben die Kasuoperationen und das Abstimmungsgeschäft zu überwachen. Sie sorgen für Aufrechterhaltung der Ordnung in den Sitzungen. Ausserdem haben sie die unten vorgesehenen Visitoren zu kontrolliren und sich persönlich über das Befinden der Kranken zu vergewissern. Die eingezogenen Erkundigungen theilen sie in den Sitzungen des Verwaltungsrathes mit.

Art. 18. Dem Verwaltungsrath stehen zur Seite die Visitoren oder Abtheilungsführer, welche die Kranken zu besuchen, und sich über die Ausführung der Verpflichtungen des Vereins denselben gegenüber zu vergewissern haben. Die Visitoren werden durch den Verwaltungsrath bezeichnet.

Art. 19. Der Verwaltungsrath tritt zweimal jährlich in den Monaten Januar und Juli an einem festgesetzten Tage, und ausserdem bei jedesmaliger Einberufung durch den Präsidenten zusammen.

Art. 20. Was den Arzt und den Apotheker betrifft, wird durch den Verwaltungsrath geregelt.

Art. 21. Die Gesellschaft tritt periodisch nach Massgabe der jeweiligen Bedürfnisse zusammen. Ausser diesen Zu-

sammenkünften wird jedes Jahr eine General-Versammlung abgehalten, welche speziell für die Ablage und Prüfung der Rechnungen und die Erörterung der die Gesellschaft interessirenden Fragen bestimmt ist; sie findet statt im Monat Februar.

In der General-Versammlung des Monats Februar legt der Verwaltungsrath Rechnung ab über seine Amtsthätigkeit, die gesammten Geschäfte des ganzen letztvergangenen Jahres und über die am 31. Dezember abgeschlossene Finanzlage.

KAPITEL V. — *Verpflichtungen der Mitglieder gegen die Gesellschaft.*

Art. 22. Der jährliche Beitrag ist auf zehn Franken per wirkliches Mitglied festgesetzt.

Art. 23. Die Ehrenmitglieder zahlen einen Jahresbeitrag von mindestens fünf Franken.

Art. 24. Beim Tode eines wirklichen Mitgliedes muss das Feuerwehkkorps in Uniform dem Begräbnisse beiwohnen.

Jedes fehlende nicht regelrecht entschuldigte Mitglied verfällt einer Geldbusse von fünfundsiebzig Centimes.

KAPITEL VI. — *Verpflichtungen der Gesellschaft gegen ihre Mitglieder.*

Art. 25. Das erkrankte oder von einem nicht von der Versicherungsgesellschaft gedeckten Unfall betroffene Mitglied erhält ärztliche Pflege und Arznei während der ganzen Dauer seiner Krankheit.

Die Arzneien begreifen auch Blutegel, Bäder, Bandagen u. s. w.

Die Entschädigung bei Krankheit oder Unfall wird auf 1,25 Fr. pro Tag festgesetzt.

Währt die Krankheit länger als neunzig Tage, so entscheidet der Verwaltungsrath, je nach Lage der Vereinskasse, ob die Entschädigung auch ferner bezahlt, oder ob sie eingeschränkt oder gänzlich eingestellt werden soll.

Art. 26. Ein Unwohlsein von weniger als fünf Tagen gibt kein Recht auf Entschädigung. Bei einer Krankheit von längerer Dauer beginnt der Anspruch auf Entschädigung vom ersten Tage ab.

Art. 27. Die Verpflichtung, die ärztliche Behandlung und die Arzneien zu stellen, kann aufhören, wenn die Krankheit über neunzig Tage dauert.

Art. 28. Das Mitglied hat sofort nach seiner Aufnahme Anspruch auf die Vortheile der Gesellschaft.

Art. 29. Bei Krankheiten, die auf Ausschweifung oder Unmässigkeit zurückzuführen sind, bei Verwundungen welche das Mitglied in einer Schlägerei empfangen, wo es erwiesenermassen der Angreifer war, oder bei Verwundungen, die es in einem Aufstand, woran es sich freiwillig

betheiligte oder im Wirthshaus empfangen, besteht kein Recht auf Unterstützung.

Art. 30. Jedem Kranken, welcher ohne Erlaubniss des Arztes ausgeht oder welcher Arzneien oder Nahrung, die gegen die Verordnungen des Arztes verstossen, oder ausser bei ärztlicher Vorschrift geistige Getränke zu sich nimmt, wird die Geldentschädigung entzogen. Desgleichen hört die Baarunterstützung auf, wenn der Kranke in der Ausübung seines Berufes oder über jeder anderen mit seinem Gesundheitszustand unverträglichen Arbeit betroffen wird.

Art. 31. Das Mitglied, welches als unheilbar oder kränklich gilt, kann eine ausserordentliche zeitweilige Unterstützung geniessen, deren Betrag jedes Jahr durch den Verwaltungsrath im Verhältniss zu den Kassenmitteln festgesetzt wird.

KAPITEL VII. — Das Gesellschafts-Kapital und seine Anlage.

Art. 32. Das Gesellschaftskapital besteht aus :

1. den Mitgliederbeiträgen ;
2. den Beiträgen der Ehrenmitglieder ;
3. den Vermächtnissen oder anderweitigen Zuwendungen ;
4. den Zinsen der angelegten Kapitalien.
5. den Strafgeldern.

Art. 33. Der Reservefonds wird aus dem jedesmaligen Jahresreliquat der Kasse gebildet bis zu einem Betrage von 2250 Franken.

Der Reservefonds darf nur mit Zustimmung der Gesellschaft und gemäss einem Votum der General-Versammlung angegriffen werden. Der Verkauf von Rententiteln oder die Erhebung hinterlegter Gelder, welche zu diesem Reservefonds gehören, hat der Verwaltungsrath gutzuheissen und ist dessen Entscheidung von allen anwesenden Mitgliedern zu unterschreiben.

Art. 34. Wenn über 1000 Fr. Vereinsgelder sich in der Kasse befinden, so ist der Ueberschuss unverzüglich entweder an die Staatssparkasse abzuführen oder, je nach Erachten des Verwaltungsrathes, dem Gesetze gemäss und wie es für die Gesellschaftsinteressen am erspriesslichsten ist, anzulegen, sei es in luxemburgischer Staatsrente, sei es, mit Genehmigung der Regierung, in andern öffentlichen Werthpapieren oder Obligationen von Gemeindeanleihen. Vorkommenden Falls werden die Obligationen, so wie sie angekauft werden, bei der General-Einnahme hinterlegt.

Ueber die Hinterlegung der luxemburgischen Staatsschuldentitel wird eine Erklärung gegen eine auf den Namen der Gesellschaft lautende Nominativbescheinigung aufgenommen.

Art. 35. Die Gesellschaftsgelder dürfen in keinem Fall zu einem andern, als dem ausdrücklich in dem Statut angewiesenen Zweck verwendet werden.

KAPITEL VIII. — Statutabänderung. Auflösung und Liquidirung. Schlichten etwaiger Streitsachen.

Art 36. Jeder Antrag auf Abänderung der Statuten oder Reglemente muss dem Verwaltungsrath unterbreitet werden, welcher nach eingeholtem Gutachten des Schöffenkollégiums bestimmt, ob demselben Folge zu geben ist oder nicht.

Eine Statutenabänderung ist nur durch eine General-Versammlung zulässig, welche wenigstens einen Monat im Voraus, eigens zu diesem Zweck, durch schriftliche oder gedruckte Briefe an jedes einzelne Mitglied, mit ausdrücklicher Angabe der Tagesordnung zusammenberufen sein, und aus mindestens drei Viertel der eingeschriebenen Mitglieder bestehen muss.

Die Beschlüsse dieser Versammlung müssen, um gültig zu sein, mit drei Viertel Stimmen der anwesenden Mitglieder gefasst und von der Regierung in der Form genehmigt werden, die durch Art. 2 des Grossh. Beschlusses vom 22. Juli 1891 (Reglement über die auf Gegenseitigkeit beruhenden Hilfskassen) vorgeschrieben ist.

Art. 37. Die Gesellschaft kann sich eigenmächtig nur auflösen, bei erwiesener Unzulänglichkeit ihrer Mittel. Die Auflösung ist nur mit Gutheissung der Oberbehörde gültig. Die Liquidirung wird alsdann den Bestimmungen des Art. 9 des Grossh. Beschlusses vom 22. Juli 1891 gemäss bewerkstelligt.

Art. 38. Alle Schwierigkeiten oder Zwistigkeiten, welche im Schoosse der Gesellschaft, entweder zwischen Mitgliedern oder zwischen Mitgliedern einer- und dem Verwaltungsrath andererseits entstehen, werden immer durch zwei von den betheiligten Parteien zu ernennende Schiedsrichter geschlichtet.

Unterlässt eine der Parteien diese Ernennung, so kann der Vorsitzende der Gesellschaft dieselbe vornehmen.

Sind die beiden Schiedsrichter getheilter Ansicht, so ziehen sie, oder in ihrer Ermangelung der Präsident, einen dritten zu, welcher zu entscheiden hat und dessen Entscheidung endgültig ist.

Ist die Gesellschaft als solche bei der Streitfrage interessirt, so hat statt des Vorsitzenden der Gesellschaft, der Präsident der höhern Commission zur Förderung der auf Gegenseitigkeit beruhenden Hilfskassen die in den beiden vorstehenden Abschnitten vorgesehenen Schiedsrichter und dritten Schiedsrichter zu ernennen.

Also beschlossen in der Versammlung des Schöffenkollégiums mit dem Verwaltungsrathe zu Luxemburg, am 24. Februar 1899.

Der Verwaltungsrath.

(Folgen die Unterschriften.)

Arrêté du 16 mai 1899, portant convocation des collèges électoraux pour le remplacement des membres de la Chambre des députés appartenant à la série de sortie de cette année.

LE MINISTRE D'ÉTAT, PRÉSIDENT
DU GOUVERNEMENT ;

Vu les art. 80, 82, 93, 95, 130, 185 et 186 de la loi électorale du 5 mars 1884, modifiée par celle du 30 juin 1892 ;

Vu l'arrêté du 28 février 1896, déterminant le nombre des députés attribués aux cantons respectifs par application du résultat du recensement de la population opéré à la date du 2 décembre 1895 ;

A r r ê t e :

Art. 1^{er}. Les collèges électoraux des cantons de Capellen, Clervaux, Diekirch, Grevenmacher, Luxembourg-ville, Redange et Vianden sont convoqués pour le mardi, 13 juin prochain, à neuf heures du matin, à l'effet de procéder à l'élection des députés attribués respectivement aux dits cantons, en remplacement des députés appartenant à la série de sortie qui est à renouveler pendant l'année courante, à savoir :

p ^r le canton de Capellen,	3 députés,
» Clervaux,	3 »
» Diekirch,	4 »
» Grevenmacher,	3 »
» Luxembourg-ville	4 »
» Redange,	3 »
» Vianden,	1 »

Les ballottages éventuels auront lieu le mardi, 20 juin, à neuf heures du matin, conformément à l'art. 4 de la loi du 30 juin 1892, sans convocation spéciale.

Art. 2. Les candidats devront poser leur candidature et faire la remise de leur déclaration au moins cinq jours francs avant le jour du scrutin, c'est-à-dire au plus tard le 7 juin, avant six heures du soir.

Art. 3. Les commissaires de district veille-

Beschluß vom 16 Mai 1899, wodurch die Wahlcollegien zur Ersetzung der Mitglieder der Deputirtenkammer der diesjährigen Austrittsreihe einberufen werden.

Der Staatsminister, Präsident
der Regierung ;

Nach Einsicht der Art. 80, 82, 93, 95, 130, 185 und 186 des Wahlgesetzes vom 5. März 1884, abgeändert durch Gesetz vom 30. Juni 1892 ;

Nach Einsicht des Beschlusses vom 28. Februar 1896, wodurch die Zahl der Deputirten für die verschiedenen Kantone auf Grund des Ergebnisses der am 2. Dezember 1895 vorgenommenen Volkszählung festgesetzt wird ;

B e s c h l i e ß :

Art. 1. Die Wahlcollegien der Kantone, Capellen, Clerf, Diekirch, Grevenmacher, Luxemburg-Stadt, Nedingen und Vianden sind auf Dienstag, den 13. Juni künftighin, 9 Uhr Morgens, einberufen, um zur Ersetzung derjenigen Mitglieder der Deputirtenkammer zu schreiten, welche den genannten Kantonen zukommen und zu der in diesem Jahre zu erneuernden Austrittsreihe gehören. Es sollen demnach gewählt werden :

im Kanton Capellen,	3 Deputirte,
» Clerf,	3 »
» Diekirch,	4 »
» Grevenmacher	3 »
» Luxemburg-Stadt	4 »
» Nedingen	3 »
» Vianden	1 »

Etwaige Stichwahlen sollen, gemäß Art. 4 des Gesetzes vom 30. Juni 1892, am Dienstag, 20. Juni, 9 Uhr Morgens, ohne weitere Einberufung, vorgenommen werden.

Art. 2. Die Candidaten müssen ihre Candidatur wenigstens fünf volle Tage vor dem Wahltag, also spätestens am 7. Juni vor sechs Uhr Abends, aufgestellt und ihre diesbezügliche Erklärung abgegeben haben.

Art. 3. Die H. D. Districts-Commissare werden

ront plus spécialement à l'exécution du présent arrêté, qui sera inséré au *Memorial*.

Luxembourg, le 16 mai 1899.

*Le Ministre d'Etat, Président
du Gouvernement,*
EYSCHEN.

*Avis. — Union internationale pour la protection
des œuvres littéraires et artistiques*

D'après une note-circulaire du Conseil fédéral suisse en date du 5 mai et., l'accession de l'empire du Japon à l'Union pour la protection des œuvres littéraires et artistiques doit être complétée dans ce sens que cette accession comprend aussi l'acte additionnel signé à Paris le 4 mai 1896.

En conséquence, l'adhésion du Japon (*Mémorial* 1899, p. 254) porte sur la convention du 9 septembre 1886, sur l'acte additionnel du 4 mai 1896 et sur la déclaration interprétative du même jour.

Luxembourg, le 13 mai 1899.

*Le Ministre d'Etat, Président
du Gouvernement,*
EYSCHEN.

Avis. — Règlement communal.

Dans leurs séances respectives des 2 octobre et 26 novembre 1898, le conseil de la fabrique d'église de St. Mathieu à Pfaffenthal et le conseil communal de Luxembourg ont arrêté, d'accord avec le bureau des marguilliers et le curé, un règlement de police concernant l'usage du jubé de l'église de Pfaffenthal. — Ce règlement a été dûment publié.

Luxembourg, le 17 mai 1899.

Le Directeur général de l'intérieur,
H. KIRPACH.

des Râhern für die Ausführung dieses Beschlusses, welcher ins „*Memorial*“ eingerückt werden soll, Sorge tragen.

Luxemburg, den 16 Mai 1899

Der Staatsminister, Präsident
der Regierung,
E y s c h e n.

Bekanntmachung. — Internationaler Verband zum Schutze von Werken der Literatur und Kunst.

Einer Cirkular Note des Schweizerischen Bundesrathes vom 5. d. Mts zufolge, ist der Beitritt des Kaiserreichs Japan zum internationalen Verband für den Schutz von Werken der Literatur und Kunst dahin zu ergänzen, daß darin auch die am 4. Mai 1896 in Paris unterzeichnete Zusatzakte einbegriffen ist.

Dengemäß bezieht sich der Beitritt Japans (*Memorial* 1899, S. 254) auf den Vertrag vom 9 September 1886, auf die Zusatzakte vom 4. Mai 1896 und auf die erläuternde Erklärung vom nämlichen Tage.

Luxemburg, den 13. Mai 1899.

Der Staatsminister, Präsident
der Regierung,
E y s c h e n.

Bekanntmachung. — Gemeindereglement.

In ihren Sitzungen vom 2. Oktober und 26. November 1898 haben der Kirchenfabrikraih von St. Mathäus zu Pfaffenthal und der Gemeinderath von Luxemburg, im Einverständnis mit dem Kirchenvorsteheramte und dem Pfarrer, ein Polizeireglement erlassen, über den Zutritt zur Empore der Kirche von Pfaffenthal. — Besagtes Reglement ist vorschriftsmäßig veröffentlicht worden.

Luxemburg, den 17. Mai 1899.

Der General-Director des Innern,
H. K i r p a c h.

Relevé des personnes qui ont fait la déclaration prévue pour acquérir la qualité de Luxembourgeois).*

N ^o	Noms et prénoms des déclarants.	Profession.	Domicile.	Date de la naissance.	Date des déclarations.
1	Bazaine, Jean-Jos	Serrurier.	Hollerich.	6 août 1877.	8 août 1898.
2	Cornu, Jean-Joseph	Employé au chemin de fer.	Luxembourg.	4 octobre 1877.	2 nov. 1898.
3	Dhur, Jean.	Cultivateur.	Leithum.	2 juillet 1877.	23 oct. 1898.
4	Durant, Jean-Bapt.	Boucher.	Esch-s.-l'Alz.	13 déc. 1876.	3 oct. 1898.
5	Eich, Claude.	Ouvrier-mineur.	Id.	27 juin 1877.	19 oct. 1898.
6	Feldes, Dominique-Cassius-Emile.	Commis au chemin de fer.	Luxembourg.	22 juillet 1877.	24 juillet 1898.
7	Felten, Henri.	Laboureur.	Breidfeld.	19 nov. 1876.	18 nov. 1898.
8	Frères, Léonard.	Journalier.	Lieler.	14 juillet 1877.	9 oct. 1898.
9	Gaspar, Clément.	Tailleur d'habits.	Luxembourg.	7 nov. 1877.	8 nov. 1898.
10	Hau, Hubert.	Laboureur.	Binsfeld.	26 juillet 1877.	30 oct. 1898.
11	Hau, Jacques-Louis.	Commis de commerce.	Grevenmacher	12 nov. 1877.	27 déc. 1898.
12	Kahn, Marx.	Employé de commerce.	Medernach.	3 avril 1877.	12 juin 1898.
13	Künzer, Nicolas.	Ouvrier-mineur.	Esch-s.-l'Alz.	2 déc. 1877.	29 déc. 1898.
14	Lacour, Dominique.	Journalier.	Strassen.	17 sept. 1877.	30 sept. 1898.
15	Lehnen, Mathias.	Domestique.	Lorentzweiler	10 avril 1877.	9 sept. 1898.
16	Meyer, Jonas.	Commis de commerce.	Grevenmacher	27 janvier 1877.	10 nov. 1898.
17	Oth, Georges.	Employé de commerce.	Mühlenbach (Eich).	24 mars 1877.	7 avril 1898.
18	Oster, Nic.-Charles.	Garçon boulanger.	Bonnevoie.	2 janvier 1877.	10 oct. 1898.
19	Perrard, Pierre-F.	Cultivateur.	Harlange.	14 janvier 1877.	25 déc. 1898.
20	Reistroffer, Pierre.	Machiniste.	Esch-s.-l'Alz.	18 oct. 1877.	19 oct. 1898.
21	Soumer, Ernest-Fr.	Employé au chemin de fer.	Id.	29 mai 1877.	8 août 1898.
22	Schæler, Théodore.	Menuisier.	Merscheid.	10 oct. 1876.	3 mai 1898.
23	Weber, Guillaume.	Maçon.	Dalheim.	27 oct. 1876.	25 avril 1898.
24	Wingtans, Jean-J.	Ferblantier.	Hollerich.	27 juillet 1877.	2 oct. 1898.
25	Weber, Nicolas.	Commis des postes.	Crispinusberg	25 avril 1877.	8 juin 1898.
26	Anton, Nicolas.	Machiniste.	Bertrange.	27 sept. 1859.	20 déc. 1897.
27	Flesch, Théodore.	Mouleur.	Hollerich.	10 mai 1858.	19 juillet 1898.
28	Fritz, André.	Cultivateur.	Filsdorf.	2 juillet 1865.	23 août 1898.
29	Grüneisen, Regn.	Marchand et cabaretier.	Ettelbruck.	8 janvier 1859.	20 juillet 1898.
30	Hess, Edouard.	Boucher.	Niedercorn.	16 oct. 1874.	23 avril 1898.

31	Hess, Fr. dit Victor.	Propriétaire-cultivateur.	Niedercorn.	14 déc. 1871.	14 mars 1898.
32	Mohren, Jean-Rich.	Commis.	Dudelange.	15 avril 1876.	16 avril 1897.
33	Muller, Emile.	Ouvrier au chemin de fer.	Strassen.	30 oct. 1877.	20 déc. 1898.
34	Muller, Jean.	Agent d'assurances	Ettelbruck.	30 avril 1834.	20 juillet 1898.
35	Petin, Jean.	Aide-serre-frein.	Bonnevoie.	8 déc. 1873.	31 juillet 1898.
36	Petin, Michel.	Manœuvre.	Id.	28 avril 1875.	31 juillet 1898.
37	Pfeiffer, Gust.-Ad.	Journalier.	Beaufort.	30 avril 1877.	4 juillet 1898.
38	Schuster, Jean-Aug.	Cordonnier.	Schiffange.	19 février 1862.	23 avril 1898.
39	Weber, Jacques.	Voiturier.	Senningen.	30 nov. 1855.	6 août 1898.
40	Boesen, Mathias.	Étudiant.	Stadtbredimas.	23 mars 1877.	9 oct. 1898.
41	Decker, Edouard-V.	Employé de commerce.	Metz.	30 août 1877.	16 oct. 1898.
42	Scholl, Jean-Pierre.	Boucher.	Weidingen.	25 nov. 1877.	28 nov. 1898.

*) Les vingt-cinq premiers ont fait la déclaration prévue à l'art. 9 du Code civil; les quatorze suivants celle prévue à l'art. 10 du même Code, et les trois derniers celle prévue à l'art. 10 de la Constitution.

Rectification. Le relevé du 4 avril 1898, publié au *Mémorial* de 1898, p. 155 est à rectifier, en ce sens que le prénom du sieur *André*, maréchal-ferrant à Hosingen, y renseigné sub n° 1, est *Pierre*, au lieu de *Philippe*.

Luxembourg, le 19 mai 1898.

Avis. — Postes et télégraphes.

Il résulte d'une communication du Conseil fédéral suisse, du 5 du mois ct. que le Gouvernement de la colonie britannique de Ceylon a adhéré, à partir du 1^{er} avril dernier, à l'arrangement de Washington, du 15 juin 1897, concernant l'échange des lettres et des boîtes avec valeur déclarée.

Luxembourg, le 17 mai 1899.

Le Directeur général des finances,
M. MONGENAST.

Avis. — Règlement communal.

Dans leurs séances respectives des 3 avril 1898 et 21 mars 1899 le conseil de la fabrique d'église de Lellig et le conseil communal de Manternach ont arrêté, d'accord avec le bureau des marguilliers et le curé, un règlement concernant l'usage du jubé et le stationnement aux

Bekanntmachung. — Post- u. Telegraphenwesen.

Aus einer Mittheilung des Schweizerischen Bundesrathes vom 5 d. Mts. erhellt, daß die Regierung der brittischen Colonie Ceylon dem Uebereinkommen von Washington vom 15. Juni 1897, betreffend den Austausch von Briefen und Schachteln mit Werthangabe, vom 1. April lehthin ab beigetreten ist.

Luxemburg, den 17. Mai 1899.

Der General-Director der Finanzen,
M. M o n g e n a s t.

Bekanntmachung. — Gemeindeglement.

In ihren Sitzungen vom 3. April 1898 resp. 21. März 1899, haben der Kirchenfabrikath von Lellig und der Gemeinderath von Manternach, im Einverständniß mit dem Kirchenvorsteheramte und dem Pfarrer, ein Reglement über den Zutritt zur Empore und das Stehen an den Zugängen

abords de l'église de Lellig. — Ce règlement a été dûment publié.

Luxembourg, le 18 mai 1899.

Le Directeur général de l'intérieur,
H. KIRPACH.

Avis. — Règlement communal.

Dans sa séance du 21 janvier 1899 le conseil communal de Bascharage a décrété un règlement sur l'usage des fontaines publiques de Hautcharage. — Ce règlement a été dûment publié.

Luxembourg, le 16 mai 1899.

Le Directeur général de l'intérieur,
H. KIRPACH.

Avis. — Société des Chemins de fer Guillaume-Luxembourg.

Les inscriptions pour l'assemblée du 23 mai courant n'ayant pas atteint le nombre exigé par les statuts, les actionnaires sont de nouveau convoqués en assemblée générale ordinaire pour le jeudi, 29 juin prochain, à 2 heures précises, rue de Strasbourg N° 10 à Paris.

Pour assister à cette assemblée, les porteurs d'au moins 20 actions anciennes ou 100 actions privilégiées, ou d'un nombre de ces actions représentant un capital nominal de 10,000 fr., devront déposer leurs titres et retirer leur carte d'admission à Luxembourg, à Paris, rue de Strasbourg N° 10, et à Bruxelles, à la Banque de Paris et des Pays-Bas, jusqu'au 15 juin, de 10 heures à 3 heures.

Les cartes délivrées pour l'assemblée du 23 mai seront valables pour celle du 29 juin.

Luxembourg, le 13 mai 1899.

Caisse d'épargne. — Opérations effectuées du 16 au 30 avril 1899.

Versements par 1288 déposants, dont 265 nouveaux	fr. 182,411 95
Versements antérieurs sans les intérêts capitalisés	» 15,022,151 84
Total des versements	fr. 15,204,563 79
Remboursements à 382 déposants, dont 147 pour solde	fr. 147,439 85
Remboursements depuis le 1 ^{er} janvier, année cte., intérêts compris. »	939,830 05
Total des remboursements	fr. 1,107,269 90
Solde au 30 avril 1899	fr. 14,097,293 89

der Kirche von Lellig, erlassen. — Befagtes Reglement ist vorschriftsmäßig veröffentlicht worden.

Luxemburg, den 18. Mai 1899.

Der General-Director des Innern,
G. Kirpach.

Bekanntmachung. — Gemeindevogelment.

In seiner Sitzung vom 21. Januar 1899 hat der Gemeinderath von Niederkerfchen ein Reglement über die Benutzung der öffentlichen Brunnen von Oberkerfchen erlassen. — Befagtes Reglement ist vorschriftsmäßig veröffentlicht worden.

Luxemburg, den 16. Mai 1899.

Der General-Director des Innern,
G. Kirpach.

Marktpreise. — 1. Hälfte des Monats April 1899.

Bezeichnung der Lebensmittel u dgl.	Maße oder Gewicht.	Mittelpreise der verkauften Lebensmittel auf den Märkten von								
		Luzem- burg.	Die- kirch.	Wiltz.	Ettel- brück.	Echternach.	Remich	Merisch.	Greven- macher.	Fisch a. d. A.
Weizen	Hectoliter	16 50	16 50	16 25	16 00	16 15	15 75	"	"	"
Mischelfrucht . . .	—	15 00	14 75	12 50	14 50	15 00	14 25	"	"	"
Roggen	—	13 00	12 50	10 00	13 00	"	"	"	"	"
Gerste	—	14 00	13 00	"	"	"	"	"	"	"
Spelz	—	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Heideforn	—	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Hafer	—	10 00	9 25	8 75	8 75	"	9 75	"	"	"
Erbsen	—	16 00	"	"	"	"	15 50	"	"	"
Bohnen	—	15 00	"	"	"	"	"	"	"	"
Linzen	—	30 00	"	"	"	"	"	"	"	"
Kartoffeln	—	5 00	4 25	3 75	4 00	"	5 00	"	5 00	5 00
Weizen-Mehl	Kilogr.	0 45	0 45	0 40	0 45	"	0 40	"	0 40	0 40
Mischel-Mehl	—	0 40	0 36	0 36	0 38	0 35	0 37	"	0 36	0 38
Roggen-Mehl	—	0 30	0 32	0 28	0 32	0 32	"	"	"	0 30
Geschälte Gerste . . .	—	0 70	"	"	"	"	"	"	"	"
Butter	—	2 70	2 40	2 50	2 40	2 45	2 60	2 00	2 60	2 70
Eier	Duzend.	0 85	0 75	0 60	0 80	0 80	0 80	0 70	0 80	0 85
Heu	500 Kilo.	35 00	"	"	30 00	"	"	"	"	"
Stroh	—	20 00	"	"	18 00	"	"	"	"	"
Buchenholz	Stere.	14 00	"	"	12 50	"	12 00	"	"	"
Eichenholz	—	10 00	"	"	6 50	"	9 00	"	"	"
Weichholz	—	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Rindfleisch	Kilogr.	2 00	1 50	"	1 60	1 50	"	1 60	1 50	1 90
Rub- od. Rindfleisch	—	1 80	1 40	1 40	1 50	1 40	1 50	1 60	1 50	1 75
Kalb- oder Rindfleisch	—	1 80	1 40	1 30	1 70	1 50	1 50	1 80	1 60	1 75
Lammfleisch	—	1 80	1 50	1 70	1 80	2 00	1 50	1 50	"	1 80
Schweinefleisch	—	1 80	1 50	1 50	1 60	1 50	1 50	1 50	1 60	1 75
id. geräuchert	—	2 00	"	"	2 00	"	"	"	"	2 00